



Plateforme d'orientation politique adoptée par le Congrès du Parti de Gauche du 22 au 24 mars 2013

Osons !

Introduction

Le peuple français a congédié le président de droite sortant, symbole avec Merkel d'une politique austéritaire imposée à toute l'Union Européenne. Il a mis fin à dix années de majorité parlementaire de droite. Cela fut l'issue d'une longue et éprouvante bataille dans laquelle des millions de nos concitoyens se sont impliqués, en participant aux grèves et manifestations contre la réforme des retraites ou pour l'école publique, en résistant aux politiques xénophobes par des actes de solidarité, en sanctionnant le pouvoir aux élections locales intermédiaires. Notre campagne présidentielle a remis le mot révolution à l'ordre du jour et enclenché un processus civique qui compte plus encore que le résultat important auquel elle est parvenue en rassemblant 4 millions d'électeurs. Notre appel au peuple « Prenez le pouvoir ! » ainsi que notre programme *L'Humain d'Abord* ont été largement entendus. Nous avons vu la rivière commencer à sortir de son lit. Mais le changement n'est pas au rendez-vous. La mise sous tutelle infligée à la Grèce demeure. Pire, le parlement a ratifié le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) qui étend son mécanisme à toute l'Union Européenne. Une politique austéritaire durcie et généralisée précipite le continent dans la récession. Elle fait de la négation de la souveraineté populaire le régime normal de l'Union. Au coeur d'une lutte des classes plus que jamais d'actualité, le capital saisit le prétexte de la « crise » qu'il a lui-même générée pour arracher les régressions qu'il n'obtiendrait pas sinon. Les attaques redoublent tout à la fois contre l'écosystème, les droits des travailleurs et la souveraineté des peuples. Les politiques sécuritaires se durcissent. La construction européenne confirme son caractère ouvertement antidémocratique qui s'aggrave chaque jour.

Alors que s'est-il passé ?

La France a subi le sort de nombreux pays européens. Elle a porté au pouvoir un président et une majorité sociaux-libéraux. Ainsi la social-démocratie en faillite a changé d'orientation. Née pour permettre la conquête de droits sociaux et démocratiques, elle organise désormais le démantèlement de l'Etat social et du droit du travail, la baisse des salaires et des prestations de Sécurité sociale. Ce courant, le plus puissant de la gauche européenne, se dit maintenant « à équidistance du capital et

du travail ». Il renonce donc à ses ambitions sociales. La ligne démocrate impulsée par Clinton, d'abord relayée en Europe par Blair puis Schröder, l'a partout emporté. Le reste a suivi. Les vieux partis sociaux-démocrates ont commencé par suivre de mauvaise grâce les exigences néolibérales. Puis ils les ont accompagnées. Aujourd'hui ils les devancent avec enthousiasme.

De plus le nouveau pouvoir a étroitement épousé le moule de la Cinquième République. L'intervention populaire est dissuadée. Les grandes décisions se prennent hors des citoyens. Dès lors, malgré le changement de président, le pouvoir de l'oligarchie est resté intact. Il reste toujours à faire place au peuple !

Heureusement, une autre gauche émerge. Dans les pays européens les plus touchés par la crise, elle connaît une progression remarquable. En Grèce, elle est passée devant les sociaux-démocrates. Elle s'affirme là où elle est représentée par des formations politiques nouvelles. En France, le Front de Gauche a atteint à la dernière présidentielle un niveau exceptionnel pour un candidat exprimant une alternative de gauche. C'est là que réside l'espoir d'une issue positive. Nous nous sommes rassemblés. Nous nous sommes dotés d'un programme, *l'Humain d'abord*, d'un *plan d'urgence face à la crise*, d'un programme opérationnel pour *gouverner face aux banques...* Le Parti de Gauche a élaboré un contre-budget dès l'automne 2012. Nos propositions ont marqué la dernière présidentielle et fait leur chemin dans de nombreuses têtes. Ce qu'il nous faut mettre en partage désormais parmi tous ceux qui cherchent activement une issue à l'austérité, c'est une stratégie. Une stratégie de prise du pouvoir. Non pour un parti mais pour et par le peuple. C'est donc une stratégie de révolution citoyenne visant l'implication populaire pour prendre le pouvoir des mains de l'oligarchie financière et, dans un même mouvement, le transformer.

I. Vite, une issue gouvernementale face à l'impasse du système

C'est la « crise » ?

Ce mot donne l'illusion d'un moment passager dont le système pourrait sortir indemne voire renforcé après une bonne purge d'austérité. Le capitalisme est en réalité dans une impasse. La crise, il connaît. Il a toujours vécu de crise en crise. En cela l'analyse matérialiste et marxiste est plus que jamais pertinente. Cependant, le capitalisme est désormais confronté à deux défis d'une toute autre nature.

D'abord, la force dominante autour de laquelle s'organisent les grandes puissances capitalistes, a amorcé son déclin. Les Etats-Unis d'Amérique ne peuvent maintenir leur suprématie qu'au prix d'atteintes de plus en plus systématiques à la paix dans le monde et par le biais de déficits monétaires qui aggravent et mondialisent l'instabilité financière. C'est en leur cœur qu'a éclaté la crise des subprimes en 2007 puis le krach de 2008. L'Empire n'a surmonté ce choc qu'en l'étendant au monde entier, car le capitalisme n'est pas seulement un mode de production mais aussi un système global de domination. Le XXe siècle fut l'ère des guerres, des révolutions et des contre-révolutions liées aux crises du capitalisme.

Et maintenant, le capitalisme touche désormais du doigt une limite qu'il ne saurait surmonter, fût-ce par la guerre. C'est celle des ressources finies de la planète. Cette fois il ne peut surmonter la crise par la croissance. Il n'a aucune réponse efficace comme le montre son incapacité à juguler la course mortelle du réchauffement global.

C'est pourquoi il est vital de remettre en cause cette marche au désastre au sein de l'Union Européenne, première puissance économique du monde. François Hollande en a décidé autrement.

Son ralliement au TSCG, qu'il n'a pas renégozié contrairement à sa promesse, a ouvert la voie à la poursuite et à l'aggravation des politiques d'austérité en Europe. Le « socialisme de l'offre » renforce l'allégeance au productivisme. Cette capitulation a préparé tous les choix gouvernementaux qui ont suivi. Baisse du « coût du travail », coupes dans les dépenses publiques, nouvelle réduction du nombre de fonctionnaires, stagnation des salaires, hausse de la TVA, cadeaux fiscaux au nom de la « compétitivité »... Le gouvernement français s'est mis au diapason des plans d'austérité adoptés il y a quelques années déjà par les partis dits sociaux-démocrates en Europe. L'oligarchie est épargnée voire confortée. Ce tournant majeur accélère la marche à l'abîme et nous donne une responsabilité historique.

Briser la vis sans fin de l'austérité

La construction européenne est aujourd'hui entièrement mise au service de la généralisation des politiques austéritaires. Or l'austérité est une vis sans fin.

C'est une vis sans fin écologique. La politique de baisse des dépenses publiques interdit les investissements nécessaires à la transition énergétique et à la réorientation écologique de l'économie. Pire, la domination des intérêts financiers conduit au maintien de grands projets pourtant inutiles, coûteux et polluants comme l'aéroport de Notre-Dame des Landes, au maintien du nucléaire, tout en augmentant la pression pour l'exploitation des gaz et huiles de schiste.

C'est une vis sans fin économique. Chaque coupe dans les dépenses publiques et la protection sociale contracte davantage l'activité. Les recettes fiscales et sociales en subissent ensuite le contrecoup. Au final les déficits se creusent, justifiant de nouveaux plans d'austérité ! Les exemples de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, de Chypre, montrent que cette politique conduit à la récession. Celle-ci s'étend maintenant à toute l'Europe.

C'est une vis sans fin sociale. Le chômage augmente et les plans de licenciements se multiplient. Une part croissante de la population, d'abord féminine, est projetée dans la pauvreté. Chaque jour, la liste des sans-logis grossit. Les queues s'allongent devant les soupes populaires et les épiceries sociales. L'accès au logement, au chauffage, aux soins ou à l'électricité, est un combat pour de nombreux foyers. La précarité s'introduit dans la vie du grand nombre et ce, dès l'entrée dans la vie professionnelle. Une trop grande partie de la jeunesse est contrainte de s'endetter dès ses années d'études avant de prendre place dans le précaire. Pour la première fois, l'espérance de vie en bonne santé recule sur notre continent. Et pour couronner le tout, au nom d'un "trou fictif" assimilé à de la dette, le démantèlement de la Sécurité Sociale, notre bien à tous, est en voie d'achèvement, avec la marchandisation de la protection sociale.

C'est une vis sans fin contre les politiques publiques. Elle démantèle l'Etat social et entrave l'égalité des citoyens et des territoires. Dans le service public d'éducation, les postes (notamment de RASED) qui ont été supprimés n'ont pas été reprogrammés. La formation des enseignants, pourtant centrale, est toujours en berne. L'action culturelle, le soutien à la création artistique et à la diffusion sont victimes de coupes sombres, laissant la culture au bon vouloir du mécénat privé. En matière de santé publique, la désertification médicale et hospitalière se poursuit avec une logique libérale de tarification à l'acte et de mise en concurrence entre le public et le privé. Les moyens alloués à la justice, à la carte des tribunaux et à l'amélioration de la condition carcérale, sont notoirement insuffisants.

C'est une vis sans fin géostratégique. L'austérité déprimant la consommation intérieure, elle pousse à l'adoption d'un modèle économique donnant la priorité aux exportations dans le cadre de la concurrence des territoires voulue par les néolibéraux. Outre la multiplication des transports de

marchandises émetteurs de gaz à effets de serre, la recherche de cette « compétitivité » exacerbe la lutte des puissances capitalistes pour contrôler les ressources et s'ouvrir de nouveaux débouchés. Cette guerre économique pousse aux tensions géopolitiques, accroît les tensions au sein des Etats et de leurs frontières et menace la paix dans le monde. Elle s'appuie sur les accords de libre-échange imposés tous azimuts, tels que le Grand Marché Transatlantique dans les pays riches ou les Accords de Partenariat Economique en Afrique.

C'est une vis sans fin politique. Ses choix austéritaires conduisent le gouvernement PS-EELV à se couper de la base sociale et militante qui a permis sa majorité électorale et à décevoir les attentes populaires qui se sont exprimées dans la campagne. Cette orientation le désarme face au Medef d'autant qu'il s'est engagé dans une vaine tentative de l'amadouer en se plaçant sur son terrain idéologique. Ce rapport de forces dégradé hâte une cascade de reculs qui affaiblit en retour le pouvoir. Dans les autres pays européens cette spirale a conduit les partis porteurs de la ligne démocrate à rompre avec le reste de la gauche pour gouverner avec divers secteurs de la droite ou à confier le pouvoir à des technocrates sans légitimité démocratique. De plus, l'affaiblissement de la conscience de classe diffuse dans le peuple l'illusion des réponses sécuritaires, xénophobes et racistes. Hélas le gouvernement Ayrault y répond par la chasse aux Roms, le renoncement au droit de vote des étrangers et la non-régularisation des sans-papiers. La politique sécuritaire aussi est une vis sans fin qui peut très mal finir !

Enfin, parce que la dette est un prétexte à la vis sans fin de l'austérité, nous réaffirmons la nécessité d'un audit citoyen de la dette publique pour identifier la dette illégitime que le peuple n'a pas à rembourser.

Renverser l'oligarchie

Le capitalisme est organisé sur la base de la propriété privée des moyens de production et d'échange et en classes antagoniques. L'exploitation et l'accumulation illimitées sont les moteurs du système où les capitalistes et les actionnaires représentent la classe dominante. C'est pourquoi nous voyons se constituer dans tous les pays capitalistes du monde des petites minorités d'ultra riches à mesure que l'exploitation du grand nombre se fait plus féroce. La France vient ainsi d'atteindre un double record : celui du nombre de millionnaires en Europe et celui du nombre de pauvres, 9 millions, le chiffre le plus élevé depuis 30 ans.

Le capitalisme contemporain, financiarisé et actionnarial, entraîne une concentration extrême du pouvoir économique entre les mains d'un petit nombre de capitalistes qui s'avère incompatible avec l'intérêt général et la démocratie. En effet, l'égalité des citoyens est remise en cause par le pouvoir discrétionnaire des actionnaires dans l'entreprise, par l'accumulation immense de richesses donnant à certains une influence démesurée, par l'appropriation capitaliste des médias. Le capitalisme porte en lui l'oligarchie, c'est-à-dire le pouvoir d'un petit nombre sur tous les autres.

L'oligarchie assoit son pouvoir à travers une corruption continue des élites par l'argent. La financiarisation des entreprises a ainsi contaminé une partie des cadres. Le pantouflage des hauts fonctionnaires entraîne des conflits d'intérêts particulièrement lucratifs par exemple dans la banque ou l'industrie pharmaceutique. Le pourrissement par l'argent a même gagné l'administration : 600 très hauts fonctionnaires touchent des payes supérieures à celles du président de la République et du Premier ministre. L'accumulation indécente de hauts revenus et de privilèges touche aussi l'échelon local. La décentralisation-féodalisation combinée au cumul des mandats a ainsi permis tous les excès dans ce domaine. Les conditions d'existence de cette classe d'ultra riches sont complètement déconnectées de celles vécues par le plus grand nombre. Cette extrême richesse crée une solidarité puissante entre ses détenteurs qui ont intérêt au maintien de l'ordre établi.

Une caste a pu ainsi s'emparer du pouvoir avec le concours des nouveaux chiens de garde médiatiques. Elle ne veut plus le rendre au peuple. En échappant au contrôle des citoyens, la classe dirigeante s'est transformée en oligarchie. Elle transcende les clivages politiques traditionnels puisque ses membres peuvent se réclamer aussi bien de la droite que de la gauche. Les oligarques les plus chevronnés ne font d'ailleurs même plus la différence. Dans l'ombre des cabinets ministériels, des directoires d'entreprises et des rédactions, ils sont quelques centaines à assurer la continuité de « la seule politique possible ». Insubmersibles, à chaque élection ils perpétuent leur pouvoir grâce à l'illusion de l'alternance. Ils ont besoin de l'apparence du changement pour que leur système tienne. L'élection de 2012 illustre à merveille la prise de pouvoir de l'oligarchie : on a changé de président mais pas de régime. La monarchie présidentielle de la Vème République a ainsi fait prospérer le pouvoir des lobbies, technocrates, banquiers, patrons de presse et de grands groupes, barons locaux et vautours des fonds de pension. Ils s'accordent dans les salons du Fouquet's et autre dîner du Siècle pour effacer le peuple des décisions politiques.

C'est pourquoi notre mot d'ordre reste plus que jamais « place au peuple » pour renverser l'oligarchie.

Sortir de l'Europe austéritaire

L'Europe austéritaire est la négation de l'Europe des peuples, sociale, démocratique et écologique que nous voulons. Elle est condamnée à subir un rejet croissant des peuples. Voilà plusieurs années que nous disons que face aux désastres sociaux et écologiques l'Union Européenne n'est pas la solution mais qu'elle est devenue le problème. Le PG, le Front de gauche et les organisations qui les ont précédé rejettent depuis 2005 l'intégralité des traités européens, du Traité Constitutionnel Européen (TCE) au TSCG en passant par le Traité de Lisbonne, le Semestre Européen et le Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Avec la complicité des Etats-membres, l'Union européenne est maintenant totalement soumise à une logique de confiscation de la souveraineté économique et budgétaire des peuples par des institutions illégitimes et non-élues, au premier rang desquelles la Commission européenne et la Banque centrale européenne.

Dans le même temps, faute d'affronter la finance, l'Europe austéritaire est incapable de résoudre la « crise de l'euro ». L'éclatement de la zone euro reste un scénario tout à fait plausible comme l'envisageait déjà la « résolution du Parti de Gauche sur l'euro » adoptée par le CN du 10 avril 2011 qui proposait des alternatives. Cette résolution est également plus que jamais d'actualité lorsqu'elle affirme qu'un gouvernement du Front de Gauche refuserait d'appliquer l'euro fort de la BCE et qu'il serait prêt à prendre des décisions unilatérales en ce sens, par exemple en mobilisant la Banque de France.

1
2 Il n'y a aucune raison d'aborder cette confrontation avec frilosité. L'Europe ne peut pas fonctionner
3 sans la France. Si le ministre français du budget suspendait les paiements de la France, le budget
4 européen serait en cessation de paiement et une partie des fonctionnaires européens ne seraient plus
5 payés. Si le gouverneur de la Banque de France remettait en cause les règles de fonctionnement de
6 la BCE, le système européen des banques centrales se gripperait. Si le ministre de l'économie
7 retirait la garantie de la France du Mécanisme Européen de Stabilité, celui-ci s'effondrerait. La
8 conjonction d'une désobéissance européenne de la France avec la mobilisation des citoyens
9 européens victimes de ces politiques créerait une dynamique irrépressible permettant de sortir nos
10 peuples de l'Europe austéritaire, de réviser les modes de fonctionnement et de décision de l'Union
11 Européenne, ainsi que de réorienter ses objectifs et ses politiques économiques.

Gagner la course de vitesse

13 Les dernières élections ont fait du Front de Gauche la deuxième force politique à gauche, de très
14 loin. Un mode de scrutin anti-démocratique nous a privés d'une juste représentation parlementaire.
15 Mais il n'efface pas nos quatre millions de voix. Le choix de ne pas voter la confiance au
16 gouvernement a fondé notre autonomie. Le Front de Gauche est à la fois un point d'appui pour les
17 luttes de résistance et l'outil d'une alternative.

18
19 Mais rien n'est joué. L'instabilité économique et politique s'aggrave. Les rapports sociaux se
20 tendent. Les possibilités pour l'autre gauche se renforcent, les dangers aussi. Le capital financier ne
21 peut rester inactif face à sa contestation. La stratégie des forces dominantes se radicalise et se
22 transforme à mesure que s'affirme le cours autoritaire de la construction européenne. Il n'est plus
23 question de convaincre les peuples, même à coup de bourrage de crâne, comme cela fut le cas lors
24 du référendum de 2005 sur le TCE. Au contraire, le dénigrement du peuple et la remise en cause de
25 sa souveraineté s'affichent de plus en plus ouvertement au motif que les choix populaires
26 contrediraient les « lois de l'économie », en réalité privilèges de la finance.

27
28 Cette radicalisation autoritaire se combine avec un recours croissant à l'ethnicisme. Avec
29 l'idéologie sécuritaire, celui-ci devient le moyen privilégié de la droite européenne pour diviser les
30 mouvements de résistance au néolibéralisme et détourner le mécontentement vers des boucs
31 émissaires. L'oligarchie et ses relais favorisent désormais la propagation de la xénophobie, du
32 racisme, du sexisme, de l'homophobie, du communautarisme et des formes ethnicistes de
33 régionalisme qui explosent en Europe (notamment en Belgique, en Espagne ou en Italie du nord).
34 Elle nourrit la progression de l'extrême-droite en Europe. Celle-ci s'en prend aux organisations du
35 mouvement ouvrier et spécialement à l'autre gauche. Nos militants ont ainsi été la cible de plusieurs
36 agressions venues des groupuscules fascistes qui se développent, sans réaction des pouvoirs publics.
37 La droite française a elle aussi entrepris de radicaliser sa ligne. Elle s'extrême-droitise sous nos
38 yeux. Elle épouse une conception ethnique et religieuse de la nation française. Les principaux
39 dirigeants de l'UMP ont ainsi remis en cause le droit du sol et repris la thématique de la préférence
40 nationale chère au Front national. Ils encouragent les passerelles électorales avec l'extrême-droite et
41 légitiment au final les idées de cette dernière dans la population. Les rapprochements idéologiques
42 se multiplient également sur le terrain de l'ordre moral, pour la remise en cause des droits à l'IVG
43 et à la contraception ou contre l'égalité des droits entre toutes les formes de couple. Droite et
44 extrême droite défendent une même vision essentialiste des genres, traditionaliste de la famille et
45 naturaliste de la parenté. Elles se retrouvent dans les mêmes manifestations homophobes. Rien de
46 cela n'est innocent. Les dirigeants de l'UMP cherchent à créer les conditions d'une stratégie de
47 désistement réciproque avec le FN. C'est aussi le but du renvoi dos à dos inepte mais incessant du
48 Front de Gauche et du Front national.

49
50 Cette situation est d'autant plus dangereuse que, bien qu'il se présente comme un parti anti-système,
51 le Front national est en réalité son ultime recours. Il est à la fois le parti le plus austéritaire et celui
52 qui cache le mieux cette orientation. Le FN prétend défendre l'Etat fort mais prône dans les faits la
53 baisse du nombre de fonctionnaires pour « arrêter la folie du déficit ». Il se pose comme un garant
54 de la souveraineté nationale mais, en combattant les syndicats et divisant nos concitoyens, il
55 affaiblit le peuple français face à l'oligarchie financière. Ceci explique la complaisance dont il jouit
56 dans les médias dominants. La « dédramatisation » du FN a été leur œuvre alors même que des
57 références antisémites et racistes continuaient d'être brandies dans les réunions nationales de ce
58 parti. Ils ont aussi frauduleusement délivré à ce parti antirépublicain un diplôme de laïcité
59 légitimant sa stratégie de front anti-musulman visant à diviser notre peuple avant d'être en mesure
60 de s'en prendre à tous. Ce n'est pas le Front national qui a changé pour devenir compatible avec les
61 principes républicains. Ce sont les classes dominantes qui changent et deviennent de plus en plus
62 antirépublicaines. Cette conjonction est lourde de dangers dans le contexte d'une austérité qui

63 pousse à la guerre de tous contre tous. C'est une raison de plus pour dénoncer tous ces signes de
64 continuité qui s'affichent entre Nicolas Sarkozy et François Hollande, depuis de nombreux choix
65 gouvernementaux jusqu'à l'utilisation des mêmes oligarques insubmersibles.

66
67 Pour affronter le FN, nous pouvons prendre appui sur les leçons de nos campagnes dans plusieurs
68 circonscriptions considérées comme ses bastions, dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse ou le
69 Pas-de-Calais par exemple. L'attention s'est focalisée sur la campagne menée par Jean-Luc
70 Mélenchon face à Le Pen dans la circonscription d'Hénin-Beaumont. Elle est riche
71 d'enseignements. Cela fait des années que le PS et l'UMP s'y révèlent au mieux incapables de
72 juguler la montée du FN, au pire ses meilleurs agents électoraux. La stratégie de rapprochement
73 idéologique avec le FN a fait dégringoler le candidat commun UMP-Modem à 8% des suffrages. La
74 stratégie dite du Front républicain, appliquée aux municipales précédentes par la constitution d'une
75 liste PS-PC-Modem a, elle, rabaisé la gauche à un niveau historiquement faible au second tour.
76 Seul le Front de Gauche a choisi la confrontation idéologique, politique et militante avec le FN dans
77 cette campagne, programme contre programme. Affirmant notre propre ligne sociale et autonome,
78 nous n'avons quant à nous rien cédé à ses idées xénophobes. Cela a permis à Jean-Luc Mélenchon
79 de gagner 1000 voix par rapport à la présidentielle en seulement trois semaines et malgré le recul en
80 voix national. Dans le même temps l'UMP en perdait 15000 et le PS 8000 ! Et le FN ? Il en a gagné
81 moins de 400.

82 La confrontation s'accélère en Europe. Dans la tourmente austéritaire qui secoue le Vieux continent,
83 deux issues restent possibles : révolution citoyenne ou solution réactionnaire, lutte des classes ou
84 haine des autres.

85 ***Construire un nouvel internationalisme***

86 Au niveau des relations internationales, l'ethnicisme et le racisme ont leur traduction dans la thèse
87 états-unienne du choc des civilisations, selon la formule de Samuel Huntington. Celle-ci légitime
88 les violations du droit international au nom de la solidarité de « l'Occident » contre le reste du
89 monde. Le Proche-Orient et le Moyen-Orient sont ses principaux laboratoires. Les Etats-Unis et ses
90 alliés de l'OTAN affirment combattre l'intégrisme par une « guerre contre le terrorisme », concept
91 fumeux qui a démontré son échec en Afghanistan notamment. Il est déplorable que l'intervention
92 militaire française au Mali, faite, au demeurant, sans mandat de l'ONU, s'appuie sur ces mêmes
93 prémisses. Parallèlement, ils sont alliés aux monarchies obscurantistes du Golfe, l'Arabie Saoudite
94 et le Qatar. Ils s'entendent, pas toujours à visage découvert, avec les partis qui plaquent une grille
95 de lecture religieuse sur les relations entre les peuples. Ils appuient les régimes autoritaires qui
96 protègent leurs intérêts. Lorsque ceux-ci vacillent, ils cherchent par leurs interventions à empêcher
97 ou entraver les révolutions populaires qui ont éclaté en Tunisie, en Egypte, au Yémen, au Bahreïn et
98 ailleurs. Ils organisent des opérations militaires qui déstabilisent la région. Les guerres impériales
99 pour l'accaparement des ressources énergétiques (pétrole, eau..) se développent, notamment en
100 Afrique. Tout ceci confirme la nécessité de sortir de l'OTAN. La France continue d'avoir une
101 responsabilité en Afrique. Par son mode d'exploitation des ressources naturelles, comme l'uranium
102 au Sahel, et par son soutien aux accords de libre-échange, elle entretient une pauvreté belligère.

103
104 Nous soutenons à l'inverse les peuples qui luttent pour leur émancipation et pour le droit à disposer
105 d'eux-mêmes et de leurs ressources naturelles. Nous appuyons les forces de gauche, laïques et
106 féministes. Nous défendons la tenue d'élections pour qu'émergent des espaces politiques où le
107 débat démocratique prime sur la force, notamment en Syrie où une transition politique passant par
108 la tenue d'élections sous contrôle de l'ONU doit intervenir d'urgence. Nous exigeons le respect du
109 droit international par tous les Etats, inclus Israël qui doit appliquer les résolutions de l'ONU et
110 reconnaître le droit des Palestiniens à un Etat à côté du sien avec Jérusalem-Est comme capitale, et
111 reconnaître leur droit au retour. Le Parti de Gauche mène concrètement campagne contre les

112 multinationales françaises qui participent à la colonisation de l'Etat palestinien.

113

114 Bien que le Parti de Gauche condamne le régime théocratique iranien, nous rejetons toute
115 intervention militaire contre l'Iran dont les conséquences seraient cataclysmiques pour la région et
116 le monde.

117

118 Nous ne sommes pas seuls dans ce combat pour la paix. L'autre gauche s'affirme de plus en plus
119 comme une réalité internationale. Et l'autre gauche de France y joue un rôle croissant. Le Front de
120 Gauche rencontre un écho qui dépasse nos frontières. En Europe nous sommes souvent une
121 référence, voire un point d'appui décisif pour l'autre gauche et notre campagne a été suivie avec
122 attention. En Amérique Latine, le candidat commun du Front de Gauche Jean-Luc Mélenchon a été
123 invité, suite à la campagne, par les présidents de l'Argentine, de l'Uruguay, de l'Equateur et du
124 Venezuela, pour échanger sur nos expériences respectives. Nos liens s'approfondissent car nous
125 avons conscience d'être les expressions nationales distinctes d'un même mouvement international.

126 C'est pourquoi nous avons beaucoup à apprendre des expériences menées en Amérique Latine.
127 C'est là que l'autre gauche est arrivée pour la première fois au pouvoir. Elle conserve depuis lors la
128 confiance des peuples du continent Sud-Américain. La droite a ainsi dû recourir à diverses formes
129 de coup d'état pour reprendre la main au Honduras ou au Paraguay. En revanche, après le
130 Venezuela, ses coups de force ont été déjoués en Bolivie et en Equateur. La gauche qui dure existe
131 bel et bien, c'est la nôtre !

132

133 Au sein de l'Union européenne, l'autre gauche n'est pas encore parvenue au pouvoir. Diverses
134 formules politiques ont permis aux mesures austéritaires de continuer : alternances sans
135 changement, gouvernements d'union entre les sociaux-démocrates et la droite voire l'extrême-
136 droite, gouvernements dirigés par des banquiers imposés par les marchés. Mais face aux politiques
137 d'austérité, les partis de l'autre gauche ont parfois connu des progressions spectaculaires. La
138 coalition Syriza en Grèce a été projetée de 4,6 à 27% des voix entre les élections législatives de
139 2009 et celles de 2012. Des formes d'insurrection citoyennes se sont développées, comme lors du
140 mouvement des Indignés en Espagne. Le printemps n'est plus seulement arabe, il est devenu
141 méditerranéen. La jeunesse sur-diplômée et précarisée y joue souvent un rôle central. L'entrée en
142 révolte des diplômés victimes du précaire et du chômage de masse produit de puissants effets
143 d'entraînement comme on l'a vu en Tunisie ou au Québec. Les convergences européennes aussi se
144 sont multipliées. L'organisation syndicale européenne, la CES, a appelé pour la première fois de son
145 histoire à rejeter un traité européen, le TSCG. Et en Islande, le peuple a revendiqué un processus
146 constituant et décidé par référendum de ne pas renflouer la banque IceSave. Ces événements
147 confirment l'actualité et l'universalisme des principes de la République et de la Révolution
148 Française : Liberté, Egalité et Fraternité dont découlent l'aspiration et le droit à l'insurrection
149 populaire.

150

151 Sommes-nous les survivants d'une gauche de la gauche qui existe depuis longtemps aux côtés d'un
152 PS dominant ou sommes-nous sur le continent européen aux avant-postes d'un mouvement mondial
153 de révolution citoyenne ? Nous n'ignorons pas qu'un débat existe au sein du Front de Gauche sur le
154 niveau d'ambition qui doit être le nôtre. Pour notre part, nous réaffirmons l'objectif clairement
155 affiché par le Front de Gauche dans la présidentielle de devenir la force majoritaire à gauche
156 capable de prendre le pouvoir pour mieux le restituer au peuple souverain. Si nous estimions cette
157 voie impossible, alors la situation de notre peuple deviendrait durablement sans issue. Et faute
158 d'être une partie de la solution, nous deviendrions une partie du problème.

159

160 L'issue de ces temps incertains dépendra de notre capacité effective à offrir une alternative
161 gouvernementale. Celle-ci résulte à son tour de notre action concrète. Nous devons dès lors penser
162 notre action en ayant à l'esprit cette responsabilité nouvelle et en visant sans trembler cet objectif.

Affirmer notre ambition gouvernementale

164 Le temps presse. L'autre gauche doit se donner les moyens de gouverner.

165 La soumission à des politiques néolibérales productivistes et autoritaires conduit à des choix anti-
166 socialistes, anti-écologiques et anti-républicains. C'est à nous de relever le drapeau faute de quoi la
167 gauche sera assimilée aux politiques austéritaires et durablement invalidée aux yeux du grand
168 nombre. La tentative du système médiatique de nous assigner à « l'extrême-gauche » masque ce fait
169 que l'autre gauche porte dorénavant l'avenir de la gauche elle-même.

170

171 Qu'est devenu le PS ? Comme ses homologues européens, il est passé de la social-démocratie au
172 social-libéralisme. Comme ses homologues italiens et des Etats-Unis, il se rêve en « parti
173 démocrate ». Le gouvernement Hollande copie ses « réformes structurelles » sur celles de Gerhard
174 Schröder en Allemagne. Sa stratégie sécuritaire et son alignement atlantiste sur l'OTAN sont
175 reprises de Tony Blair. Le PS a renoncé à trop de valeurs essentielles de la gauche et a renié la lutte
176 des classes comme l'a explicité Jérôme Cahuzac.

177

178 La vieille stratégie dite de « l'aiguillon » devient dès lors inopérante. A quoi bon piquer le
179 gouvernement pour qu'il aille plus vite puisqu'il va dans la mauvaise direction ? La campagne
180 présidentielle avait déjà été marquée par le refus de François Hollande de débattre avec le Front de
181 Gauche. Son programme était « à prendre ou à laisser ». Depuis son élection, ses actes confirment
182 qu'il n'est plus sur l'ancienne stratégie de rassemblement de la gauche car il refuse le programme
183 qui la rendrait possible. La politique du gouvernement tranche le débat qui a existé un temps au sein
184 du Front de Gauche : non, nous ne sommes pas dans sa majorité. Oui nous sommes l'opposition à
185 sa politique d'austérité.

186

187 Dans toute l'Europe, quelle que soit l'ampleur des pressions exercées sur eux, aucun des partis
188 acquis à la ligne démocrate ne s'est retourné contre les politiques d'austérité. Les adversaires de
189 l'austérité qui ont tenu bon en sont souvent partis quand ils n'en ont pas été exclus. La conversion
190 démocrate du PS invalide donc le pari historique de son aile gauche qui postule qu'il serait possible
191 de redresser le vieil outil en « pesant de l'intérieur ». La gauche du PS n'a jamais disposé d'autant
192 de députés et sénateurs depuis 30 ans. Ceux-ci ont su voter contre le TSCG. Mais si la gauche du PS
193 reste confinée dans le carcan du PS et de sa discipline majoritaire, elle sera réduite à accompagner
194 les politiques austéritaires comme lorsqu'elle a voté la prétendue « règle d'or ». Nous lui proposons
195 plutôt de participer avec nous à la résistance à l'austérité.

196

197 L'aggravation des tensions sociales et politiques qui découle des politiques d'austérité invalide aussi
198 les attitudes de témoignage pour prendre date. Le NPA, le POI et Lutte Ouvrière sont dès lors eux
199 aussi face à des choix historiques. Dans les moments de crise, le peuple se tourne vers des solutions
200 concrètes donc précises, vers des formules efficaces, donc rassemblées.

201

II. Une révolution citoyenne pour l'écosocialisme

203 La bifurcation qu'il faut opérer avec le modèle de développement actuel implique un changement
204 des normes dominantes de la société, une transformation des rapports de propriété, une refondation
205 des institutions visant l'exercice effectif de la souveraineté par le peuple. Il s'agit donc d'une
206 révolution. L'adhésion consciente et l'implication active du peuple sont ses moteurs. Nous appelons
207 citoyenne cette révolution actée par les urnes qui se nourrit de la confrontation électorale, des
208 mobilisations de la société et du débat démocratique. Faite par les citoyens, elle fait des citoyens. La
209 prise de pouvoir que nous visons se confond donc avec l'émancipation du peuple.

210

211 Ce processus émancipateur se joue à plusieurs niveaux. La prise de pouvoir sur soi-même vise
212 l'émancipation des consciences. La prise de pouvoir dans l'entreprise vise l'émancipation des
213 salariés. La prise de pouvoir dans la cité vise l'émancipation des citoyens. Ces niveaux sont
214 indissociables car on ne peut découper les êtres humains en tranches. Ils combinent la dimension
215 personnelle et la dimension collective de l'émancipation. Le projet écosocialiste les articule en
216 montrant la double nécessité de changer les structures économiques et de donner les moyens à
217 chaque personne de se libérer de l'aliénation consumériste. L'écosocialisme unit aussi la conscience
218 de classe des producteurs de valeurs d'usage et la conscience républicaine d'un intérêt général
219 humain qui est celui de la préservation de l'écosystème. Ce rapport nouveau à l'écosystème permet
220 également de s'émanciper de la charge symbolique de la nature qui a été un prétexte, depuis
221 toujours, à l'oppression des femmes.

222

Libérer les consciences

223 L'émancipation implique la prise de pouvoir sur soi-même, c'est-à-dire la conquête par chacun de
224 l'autonomie de conscience requise pour être en mesure de formuler l'intérêt général. C'était déjà la
225 grande leçon des partisans de la République sociale mise en mots par Jaurès, et des rédacteurs du
226 programme du CNR. Le changement que nous visons ne se résume pas à une modification du
227 régime économique. Les fondements de l'ordre existant sont toujours idéologiques. Le capitalisme
228 est aussi un système culturel. Face à la course acharnée au profit, à la mise en concurrence de toutes
229 et tous, nous voulons réinventer le droit au bonheur. Nous voulons permettre à chacun d'embrasser
230 tout l'horizon humain, bien au-delà des limites mutilantes que lui fixent l'activité marchande et le
231 caractère aliénant du travail salarié. Nous voulons permettre à chacun de reprendre la maîtrise de
232 son temps. C'est aussi pourquoi nous affirmons également la nécessité de diminuer encore le temps
233 de travail afin de permettre à chacun de disposer du temps nécessaire pour se cultiver, s'engager,
234 faire valoir sa citoyenneté.

235

236 Pour cela toutes les formes de domination doivent être simultanément combattues. La bataille pour
237 l'égalité des droits civiques et civils et celle pour l'égalité des droits sociaux participent du même
238 projet d'émancipation. C'est la raison de notre engagement contre le racisme qui frappe les
239 populations migrantes et les français issus de l'immigration. Cette relégation est renforcée dans les
240 quartiers populaires abandonnés par les pouvoirs publics. Il en va de même de notre lutte contre le
241 patriarcat, source de l'exploitation de la moitié de l'humanité, pour la parité et l'égalité des droits de
242 toutes et tous : mariage, adoption, filiation, PMA. Le Parti de Gauche est un parti féministe qui
243 défend une politique de lutte contre toutes les formes de discriminations et de violences faites aux
244 femmes et notamment la plus archaïque et sauvage, combinaison du capitalisme et du patriarcat : la
245 prostitution. Libérer les consciences passe aussi par un haut niveau d'éducation, le pluralisme et la
246 liberté de l'information, des institutions politiques permettant la confrontation argumentée des
247 points de vue. Et, bien sûr, par un respect intransigeant de la laïcité, condition de la liberté de
248 conscience. Seule la séparation des religions et de l'Etat assure cette liberté pour tous. La laïcité est
249 également la condition de l'exercice de la citoyenneté. C'est elle qui garantit l'émancipation des
250 citoyens et donc l'usage de leur raison. C'est elle qui combat tous les obscurantismes. Nous
251 redisons avec force que la laïcité n'est pas l'égal reconnaissance de toutes les religions mais leur
252 non reconnaissance par l'état. La laïcité n'est pas une option philosophique parmi d'autres mais une
253 manière d'organiser la société en ne conservant que ce qui rassemble et en oubliant tout ce qui
254 divise.

255

256 Au plan stratégique, la lutte pour émanciper les consciences passe par une bataille culturelle
257 permanente d'éducation populaire contre l'idéologie dominante. Tout processus émancipateur
258 comporte une dimension éducative. Cela concerne notre projet pour l'École mais aussi nos

259 pratiques militantes. Nous devons nous approprier les outils de l'éducation populaire, ceux qui
260 permettent de combattre toutes les formes de domination, souvent intériorisées, qui empêchent une
261 véritable libération de la parole, et par là même de la pensée. Nous ne recherchons pas une adhésion
262 passive à notre projet : nous aspirons à redonner à chacun sa voix pour construire ce projet
263 collectivement. Il faut pour cela rechercher constamment l'implication du peuple, favoriser sa réelle
264 participation en créant les conditions d'un débat qui permette à tous de s'exprimer. L'enjeu, c'est la
265 réappropriation de notre puissance d'agir, de notre créativité et de notre autonomie intellectuelle. Le
266 développement de médias alternatifs malgré le rouleau compresseur de la concentration et de
267 l'uniformisation, le rôle critique que peuvent jouer les réseaux sociaux, le succès des productions
268 intellectuelles à rebours des dogmes néolibéraux, la perte de confiance massive dans les médias
269 dominants témoignent d'un mouvement que nous devons alimenter et élargir, en systématisant la
270 critique du système médiatique, sondagier et du divertissement. De même, il faut s'attaquer au
271 matraquage publicitaire qui infiltre les esprits de manière pernicieuse. Nous mettrons en chantier
272 l'élaboration d'une grande loi pour le pluralisme de la presse. Celle-ci garantira la liberté
273 d'expression, l'indépendance des rédactions dans le rapport au pouvoir et la finance et s'inscrira
274 dans le cadre d'un service public de l'information.

275
276 L'école, dans cette bataille pour l'émancipation, est tout à fait stratégique. De ce point de vue, il faut
277 rompre avec l'adaptation actuelle de l'école aux exigences des marchés. Une école publique, laïque,
278 gratuite, et bénéficiant seule de fonds publics doit réellement permettre à chacun de s'intégrer dans
279 tous les domaines de la vie sociale et de résister aux dominations de classe et de genre. Le
280 divertissement de masse doit lui aussi être mis au service d'un projet émancipateur. Il faut rompre
281 avec l'uniformisation et sa marchandisation. Nous refusons la logique du « temps de cerveau
282 disponible pour la pub ». L'art et la culture sont des espaces de circulation des idées et des paroles,
283 ils sont des lieux d'invention donc de changement, c'est pourquoi ils sont au cœur même de notre
284 projet politique. Nous affirmons que les gestes de la vie culturelle et artistique ne peuvent pas être
285 soumis aux règles de la marchandisation, du profit et de la concurrence. Pour nous, la culture est
286 pour tous, elle est dégagée des dominations symboliques et mercantiles. A l'uniformisation des
287 propositions dictées par les marchés nous opposons la liberté de création et la prise de pouvoir des
288 artistes citoyens dans les politiques culturelles, nous revendiquons un véritable service public
289 permettant l'accès de tous à l'art et à la culture, en particulier par des dispositifs d'accompagnement
290 et d'éducation artistique.

291 ***Prendre le pouvoir dans l'entreprise***

292 L'émancipation émerge aussi dans le cours des luttes sociales. Celles-ci sont un processus concret
293 de prise de pouvoir. Cela s'exprime parfois directement, comme à travers le débat sur la
294 nationalisation de la sidérurgie, ou les projets de coopératives ouvrières chez les Fralib ou à
295 Seafrance. Cette renaissance du combat pour le contrôle ouvrier doit être prise au sérieux,
296 encouragée et soutenue, car elle élargit la conscience que des formes de propriété non capitaliste
297 sont possibles, et réintroduit dans le débat la question de la socialisation ou de la mutualisation des
298 moyens de production, qu'il s'agisse de nationalisations sous le contrôle des salariés ou de projets
299 de coopératives. Cette question de la socialisation doit permettre d'envisager à la République de
300 reprendre la maîtrise des secteurs dits « stratégiques » par des formes de propriété publique sous
301 contrôle citoyen afin de recouvrer sa souveraineté économique, sociale et écologique pour décider
302 de son avenir.

303
304 Les structures de l'Economie sociale et solidaire (ESS), coopératives, mutuelles voire associations
305 sont à encourager car elles constituent un point d'appui dans notre volonté de transformation sociale
306 et écologiste. Ce secteur, porteur de réponses concrètes aux coups de boutoir du Capital, organise la
307 solidarité, participe à l'émancipation des citoyens et fait entrer la démocratie dans l'ordre

308 économique.

309

310 Cette exigence de pouvoir est aussi manifeste dans la revendication de plus en plus fréquente de
311 droits nouveaux des salariés pour décider les grandes orientations stratégiques des groupes et
312 intervenir en amont de décisions parfois irréversibles comme certaines fermetures de sites, comme
313 le permettrait le droit de veto exercé par les Comités d'Entreprise concernant les décisions
314 stratégiques des entreprises et comme l'exprime aussi la volonté d'arracher un droit de préemption
315 des travailleurs sur leur propre outil de travail.

316

317 L'objet de la lutte est de plus en plus souvent le simple respect du code du travail, voire de la loi,
318 comme à Sodimedical, contre les patrons voyous. Cela suppose *a minima* que les salariés et leurs
319 représentants doivent avoir les moyens de faire appliquer les jugements prud'hommaux.

320

321 Qu'il s'agisse d'obtenir de nouveaux droits pour les salarié-es ou de faire appliquer ceux existant, la
322 lutte des travailleurs et travailleuses rejoint les luttes visant à assurer la primauté de la loi. Comme
323 l'avait exprimé Jaurès, la lutte pour le pouvoir dans l'entreprise rejoint la lutte pour le pouvoir dans
324 la cité. L'accord Parisot-Ayrault « Made in Medef » récemment signé entre le MEDEF et trois
325 syndicats minoritaires, et la volonté exprimée par le gouvernement Ayrault de traduire telles quelles
326 ces dispositions dans la loi constituent une atteinte aux droits des travailleurs. En imposant la
327 flexibilité par le chantage à l'emploi, en marginalisant le CDI, s'il devait être transposé dans le droit,
328 cet accord régressif signerait une remise en cause profonde du droit du travail et permettrait
329 d'étendre encore un peu plus la précarité. Il est du devoir des députés de gauche de le refuser.

330

331 Dans la droite ligne de la « flexi-sécurité », la proposition faite par François Hollande de modifier la
332 constitution pour soumettre la loi au résultat de la négociation collective est dangereuse pour les
333 salariés et pour la démocratie. Il faut au contraire rétablir la hiérarchie des normes remise en cause
334 par la droite et conforter le rapport de forces social en interdisant les licenciements et suppressions
335 de postes dictés par la finance. Nécessairement, l'inspection du travail doit voir ses missions
336 réaffirmées et ses moyens renforcés.

337

338 Si l'objectif est vraiment de donner du poids au syndicalisme, alors François Hollande doit tenir sa
339 promesse d'amnistier les syndicalistes et les militants associatifs condamnés sous Sarkozy pour
340 avoir mené des luttes ou lancé des alertes ! Si son intention de réviser la Constitution dans ce sens
341 se confirmait, une mobilisation serait nécessaire. Elle défendrait dans un même élan le progrès
342 social et la souveraineté républicaine.

343

344 Le combat social et la lutte politique gardent leurs spécificités, et nous tenons à ne pas empiéter sur
345 les prérogatives des organisations syndicales. Cela n'empêche en rien la multiplication des
346 convergences. Le Front des Lutttes reçoit ainsi un accueil remarquable dans des milieux syndicaux
347 très divers. Cette tendance de fond s'explique en partie par le fait que les entreprises sont des
348 terrains essentiels du conflit entre la majorité travailleuse qui œuvre à l'intérêt général du pays et la
349 minorité de possédants qui fait primer les exigences étroites de la finance sur celles de la
350 production. La lutte sociale y est politique car elle affronte le pouvoir de la finance et conteste la
351 prétention des actionnaires à faire primer leurs intérêts sur ceux du collectif humain de travail. Elle
352 participe dès lors de la confrontation globale avec l'oligarchie financière au même titre que le
353 combat pour défendre les prérogatives des parlements nationaux face aux institutions non élues au
354 service du capital financier. Elle prépare la réorientation de notre modèle de développement car le
355 pouvoir des salariés dans l'entreprise est indispensable pour réorienter nos processus de production
356 et notre façon de travailler conformément aux exigences écosocialistes du progrès humain.

Unifier le peuple

358 Le peuple est le moteur de la révolution citoyenne. Il doit se construire autour de laïté invisible des
 359 laissés-pour-compte de la mondialisation néolibérale et des victimes du capitalisme. Leur liste ne
 360 cesse de s'allonger au fur et à mesure que s'appliquent les politiques néolibérales fauteuses de
 361 régression sociale. Ce sont les ouvriers, premières victimes des ravages de la désindustrialisation,
 362 mais aussi les employés, de plus en plus nombreux, massivement embauchés dans le secteur
 363 tertiaire, dans des entreprises privées de moindre taille où les syndicats sont inexistantes, aux
 364 conditions de travail de plus en plus précaires et aux emplois du temps inhumains.

365
 366 Ce sont ces millions de chômeurs, avec parmi eux les chômeurs de plus de 50 ans en butte aux
 367 critères de sélection des employeurs et les chômeurs longue durée dont le nombre explose. Ce sont
 368 les jeunes non diplômés à l'avenir bouché mais aussi un nombre croissant de jeunes « surdiplômés »
 369 qui se retrouvent démunis face à un marché du travail totalement saturé, qui enchaînent les CDD,
 370 les missions d'intérim, les stages à répétition non rémunérés ou les petits boulots payés au noir, et
 371 qui doivent faire face à l'instabilité et l'angoisse quotidiennes. Ce sont ces millions de travailleurs
 372 pauvres, sous-rémunérés, qui subissent le temps partiel et dont 80 % sont des femmes, souvent
 373 premières victimes des mesures d'austérité.

374
 375 Ce sont ces parents isolés, essentiellement des femmes, eux aussi toujours plus nombreux, qui
 376 endurent quotidiennement la précarité, ces travailleurs immigrés exploités par des entreprises sans
 377 scrupules en dehors de toute forme de cadre légal. Mais ce sont aussi ces ingénieurs et cadres, qui
 378 jouissent d'une bonne paye mais en arrivent à se suicider tant leur rythme de travail et la pression
 379 qu'ils subissent dans leur entreprise sont insupportables. Ce sont les auto-entrepreneurs, auto-
 380 exploités sans protection et sans salaire.

381
 382 Ce sont ces fonctionnaires précipités vers la même issue fatale alors que progressent partout des
 383 logiques managériales ineptes qui jouent avec les dernières limites de la santé psychologique des
 384 travailleurs. La RGPP, rebaptisée Modernisation de l'Action Publique par le gouvernement
 385 Hollande-Ayrault, véritable machine à détruire l'emploi public, ne fera qu'accentuer la pression
 386 dont ils sont victimes et dans ce secteur aussi augmenter le recours aux travailleurs précaires.

387
 388 Ce sont ces retraités, que leurs pensions trop faibles précipitent dans la pauvreté et la détresse,
 389 dépendants de la solidarité familiale ou de revenus de complément, alors qu'ils ont déjà travaillé
 390 toute leur vie.

391 Ce sont ces agriculteurs victimes du libre-échange et ces artisans esclavagisés par la sous-traitance,
 392 ces petits commerçants ruinés par la grande distribution. Ce sont ces étudiants dans le meilleur des
 393 cas en situation de dépendance familiale ou qui vivent au quotidien dans la précarité, sans
 394 ressources, contraints de se salarier ou de s'endetter pour payer des études qu'ils n'ont même plus le
 395 temps de suivre normalement. Ces habitants des zones rurales ou périurbaines qui subissent les
 396 premiers les effets du chômage de masse et la destruction des services publics. Ou ceux des
 397 quartiers populaires où les services publics ont disparu et où se concentre la pauvreté.

398
 399 Toutes ces catégories sont visées par une même menace : le développement de la précarité. C'est la
 400 précarité des statuts. Mais aussi la précarité monétaire, la pauvreté. Plus globalement l'insécurité
 401 sociale. Un nombre croissant de salariés en CDI vit en dessous du seuil de pauvreté. On peut être au
 402 SMIC et ne pas avoir de logement. On peut travailler et ne pas gagner le Smic. Cette précarité
 403 multiforme est déjà la condition quotidienne d'une partie croissante des salariés que l'on peut
 404 qualifier de précaire. Telle est aussi la logique d'ensemble qui n'épargne quasiment aucun secteur.
 405 La sécurité du capital repose sur l'insécurité du travail. Le pouvoir de la finance débridée s'appuie
 406 sur la dérégulation de tous les compartiments de notre existence. Et si l'oligarchie est inamovible,
 407 c'est que les travailleurs deviennent jetables. Il est, dans ces conditions, bien plus difficile de lui

408 disputer le pouvoir. D'autant plus qu'elle ne cesse d'œuvrer à opposer les uns aux autres, ceux qui
409 ont un peu contre ceux qui ont moins. La lutte contre la précarité généralisée est donc à la fois un
410 levier d'unification très fort et l'affirmation du caractère insupportable du système.

411 ***Agir pour une Constituante et la VIème République***

412 La présidentielle a été un moment de la révolution citoyenne que nous appelons de nos vœux. Nous
413 avons choisi d'exprimer sans détours cet objectif. Après « place au peuple » en écho aux
414 Révolutions de Tunis et de la place Tharir, notre slogan a été « prenez le pouvoir ». Notre grande
415 marche nationale jusqu'à la Bastille avait pour mot d'ordre la Sixième République. Dans la
416 conduite de la campagne elle-même, nous avons encouragé la prise de pouvoir des citoyens avec la
417 formule « une seule consigne, n'attendez pas les consignes ». Cet appel a eu un immense écho. Ceci
418 atteste d'une immense disponibilité populaire pour s'impliquer, débattre et décider dès lors que des
419 ruptures concrètes sont proposées.

420
421 Deux méthodes se dessinent au sein de la gauche. La révolution citoyenne recherche l'implication
422 populaire pour motiver la société. La « gauche démocrate » éduque à la résignation pour
423 l'anesthésier. Le Front de Gauche propose une Constituante pour la Sixième République. François
424 Hollande confie la réforme des institutions à une commission nommée dont les travaux n'étaient
425 pas publics. Qu'en est-il ressorti ? Aucune progression démocratique, l'aggravation du
426 présidentielisme et du bipartisme, aucune mesure contre la corruption des élites contrairement à ce
427 que l'intitulé de la commission laissait entendre. Les quatre projets de loi constitutionnelle
428 désormais connus ne répondent pas au problème démocratique de notre pays. François Hollande ne
429 propose qu'un énième replâtrage de la Ve République et renonce encore une fois à ses maigres
430 promesses, notamment le droit de vote des étrangers et l'introduction d'une « dose de
431 proportionnelle ».

432
433 Cette divergence est essentielle. Les politiques d'austérité ne peuvent s'imposer que dans un cadre
434 politique autoritaire. Le pouvoir du peuple et de ses élus est donc sommé de s'effacer devant
435 l'oligarchie financière. Les gouvernements, après avoir déjà transféré de nombreux pans de la
436 souveraineté nationale aux marchés et aux institutions de Bruxelles, n'hésitent pas à recourir à la
437 répression et sont tentés par des lois restreignant la liberté d'expression. Gramsci notait déjà la
438 propension du système à mettre les institutions démocratiques entre parenthèses en temps de crise
439 pour consolider « *la position relative du pouvoir de la bureaucratie (civile et militaire), de la haute
440 finance, de l'Eglise, et en général de tous les organismes relativement indépendants des fluctuations
441 de l'opinion publique* ». A l'inverse notre combat pour faire « place au peuple » est inséparable de
442 notre programme politique en faveur du plus grand nombre. C'est parce qu'elle garantira la
443 souveraineté populaire que la Sixième République veillera à protéger et développer l'éducation, la
444 santé et plus globalement tous les services publics qui sont le patrimoine commun du peuple et
445 garantira les droits des travailleurs et des travailleuses face aux prétentions des actionnaires.

446
447 En combattant pour la Constituante et la Sixième république, le Front de Gauche affronte un nouvel
448 ordre globalitaire qui grignote, dans les têtes comme dans les textes, les conquêtes démocratiques
449 issues de la Révolution française et de deux siècles de luttes émancipatrices. La « nouvelle étape »
450 de la décentralisation projetée par le pouvoir actuel remet ainsi en cause l'indivisibilité de la
451 République issue de 1792 en allant à l'encontre de l'égalité de traitement entre les citoyens et en
452 accentuant encore la mise en concurrence des territoires, et ce, au détriment des plus pauvres et du
453 plus grand nombre des citoyens. Projet au service des grands barons locaux et de la concentration
454 des richesses, il amène ni plus ni moins au retour des féodalités. Les déclarations de Manuel Valls et
455 François Hollande favorables au concordat en Alsace-Moselle pérennisent un héritage
456 antirépublicain de Napoléon alors qu'il faudrait étendre à tous le bénéfice de la loi de 1905

457 instaurant la laïcité par la séparation des Eglises et de l'Etat. Nous demandons l'abrogation du statut
458 concordataire d'Alsace-Moselle et des régimes d'exception dans les Outre-Mers. Ainsi nous
459 redisons que les fonds publics doivent bénéficier à l'école publique. De manière générale la laïcité
460 doit s'appliquer partout, en tous domaines et au bénéfice de tous. L'unité de la communauté légale
461 est une condition de la souveraineté du peuple et du combat pour l'intérêt général. Elle doit être
462 défendue.

463 ***Gouverner pour la révolution citoyenne***

464 Le Front de Gauche a adopté un programme, *l'Humain d'abord*. Celui-ci doit être précisé,
465 complété, approfondi. Le Parti de Gauche y contribuera comme il l'a fait lors de la première
466 édition. Nous lancerons à l'issue de ce Congrès l'élaboration d'un programme politique du PG. Il ne
467 s'agit pas de couper court à la capacité d'initiative et d'innovation du peuple, mais de montrer
468 qu'une autre société est possible et de mettre en discussion les transitions qui y conduisent. Des
469 conventions seront organisées et déboucheront sur un rendez-vous national et une première synthèse
470 au deuxième semestre 2014. Une commission du programme établira notre plan de travail, dans
471 lequel nous inscrivons dès à présent les questions de la propriété des moyens de production, de la
472 place de la finance dans l'économie, de la planification écologique, du protectionnisme solidaire
473 que nous voulons, de la rupture avec la Cinquième République en vue de l'avènement de la Sixième
474 République et du dépassement de la démocratie représentative, de la reconstruction de l'Etat, des
475 conditions de l'émancipation des consciences par l'éducation et la culture, de nos propositions pour
476 un nouvel ordre international, et de la refondation des médias.

477
478 La révolution citoyenne a aussi besoin d'une autre manière de gouverner. Pour rompre avec
479 l'oligarchie, il faut un gouvernement de combat. A l'inverse du gouvernement actuel, nous ne
480 chercherons pas à gouverner par consensus et encore moins à amadouer nos adversaires. Il ne faut
481 pas craindre les controverses démocratiques, elles sont sources d'implication du peuple. Il ne faut
482 pas refuser la confrontation avec les puissants. Au contraire, c'est le moteur de la mobilisation du
483 peuple.

484 ***Instaurer un protectionnisme solidaire***

485 Le libre-échange compromet gravement notre souveraineté. Il organise en effet un nivellement
486 général par le bas des normes sociales et environnementales, mettant par là même les peuples en
487 compétition. Comment choisir souverainement notre modèle de développement quand les
488 productions sont délocalisées ? Importer sans restriction un produit d'un pays, c'est aussi importer
489 son modèle et ses normes. Cela peut mener à la violation des normes fondamentales du travail et de
490 l'écologie. En déplaçant la production, là où la protection de l'environnement est la plus faible et en
491 obligeant à transporter les marchandises sur des milliers de kilomètres, le libre échange est un
492 moteur important de la crise écologique qui menace l'humanité. Loin de la logique patronale de la
493 « compétitivité » qui veut exporter à tout prix, nous pensons que le pays doit produire à nouveau ici
494 ce dont nous avons tous besoin : du textile à l'électronique, en passant par l'électroménager, sans
495 oublier la chimie, la métallurgie et la transformation des matériaux (plasturgie, ameublement, etc.)
496 ainsi que l'agriculture. En la matière, le protectionnisme solidaire rend possible le respect du
497 principe de souveraineté alimentaire, que nous défendons pour les pays du Nord comme du Sud, et
498 la mise en place d'une politique agricole au service de l'intérêt général. La finalité de la production
499 doit être la satisfaction des besoins. Nous produirons ici ce dont nous nous avons tous l'utilité. Cette
500 reconstitution d'une capacité de production nationale est impossible sans de fortes mesures de
501 protection commerciale. Le protectionnisme solidaire est donc un puissant levier pour réorienter la
502 production et la consommation vers les besoins humains, tout en favorisant la solidarité

503 internationale des travailleurs. Il permettra de faire décroître certaines consommations et d'en faire
504 croître d'autres. Le protectionnisme est ainsi le compagnon logique de la planification écologique et
505 des échanges commerciaux internationaux sur la base de la coopération et de la complémentarité.

506 *L'écocialisme c'est l'intérêt général*

507 Prendre le pouvoir c'est enfin mettre l'intérêt général au poste de commandes. Ce n'est pas le cas
508 quand le temps court de la finance domine tous les compartiments de la vie humaine, au mépris des
509 exigences de long terme et d'abord de la première d'entre elles, la préservation de l'écosystème
510 indispensable à la vie humaine. Il est urgent de rassembler notre peuple autour d'un nouvel horizon
511 émancipateur pour conjurer cette menace sur l'humanité. Nous l'appelons avec d'autres
512 l'écocialisme. L'écocialisme répond à deux des grandes contradictions du capitalisme: la baisse
513 tendancielle du taux de profit et la destruction de nos ressources naturelles. Il est donc la synthèse
514 des analyses de l'école marxiste et de l'écologie politique. L'écocialisme est un processus
515 révolutionnaire car il implique le renversement de l'ordre établi. Cette référence est d'ores et déjà
516 partagée par plusieurs organisations du Front de Gauche et nous proposons de l'ajouter à notre
517 patrimoine commun. L'écocialisme est une refondation de l'écologie politique qui serait
518 impuissante sans stratégie de dépassement du capitalisme. C'est aussi une refondation du socialisme
519 débarrassé du productivisme. Il part d'une limite du capitalisme que le mouvement socialiste
520 originel n'avait fait qu'entrevoir et dont la prise de conscience constitue aujourd'hui le point
521 d'appui le plus fort pour proposer le dépassement du capitalisme, désormais mondialisé. La logique
522 de l'accumulation capitaliste menace à un horizon de plus en plus proche les conditions propices à
523 la vie humaine sur Terre. Le développement du capitalisme n'est en effet possible qu'au prix d'une
524 surexploitation prédatrice des ressources naturelles, d'une multiplication des transports de
525 marchandises en grande partie responsables d'un réchauffement climatique de grande ampleur,
526 d'une transformation de l'humanité pour plier notre ordre intime aux exigences consuméristes et
527 faire prévaloir la pulsion immédiate sur le long terme. Nous sommes en effet conscients que, sur
528 une planète finie, il ne peut y avoir de croissance infinie. L'empreinte écologique des pays
529 développés est devenue insoutenable, sans pour autant satisfaire les besoins premiers de toutes les
530 populations. La catastrophe écologique a déjà commencé. Si rien n'est fait elle deviendra
531 irréversible. Des processus incontrôlables, au premier rang desquels le réchauffement global,
532 s'emballeront avant la fin de ce siècle. Ce ne sont plus de lointaines générations futures qui auront à
533 vivre ce drame mais une bonne partie des générations actuelles.

534 L'écologie politique fonde donc un intérêt général humain radicalement anticapitaliste. La première
535 nécessité du socialisme est la préservation de l'écosystème que nous avons en commun ! Cette
536 exigence incontournable unit l'humanité que veulent diviser les partisans du choc des civilisations.
537 Elle réhabilite le temps long des équilibres environnementaux face au temps court de la finance et
538 implique la mise en œuvre d'une planification écologique et les biens communs de l'humanité dans
539 le giron public. Elle impose l'application d'une « règle verte » pour solder la dette écologique.
540 L'écocialisme proclame la supériorité de la valeur d'usage sur la valeur d'échange. La transition
541 globale qu'il propose consiste en effet à privilégier les biens répondant aux besoins réels des
542 personnes, utiles et durables, compatibles avec la préservation de l'écosystème, produits par un haut
543 niveau de qualification et dans un processus respectueux du travailleur plutôt que des marchandises
544 inutiles et jetables mais « compétitives » et lucratives. Or, seule la délibération collective de
545 citoyens libérés de l'aliénation consumériste permettra de déterminer le contenu de ces besoins
546 sociaux utiles. C'est elle qui dégagera un nouvel indicateur de progrès humain.

547 L'écocialisme nécessite des mesures de transition pour dépasser le capitalisme et rompre avec les
548 logiques productiviste et consumériste. Ces mesures impliquent de rompre et désobéir à l'OMC, au
549 FMI, aux directives ou traités européens, d'imposer de nouvelles orientations pour lutter contre la

550 surconsommation matérielle (obsolescence programmée, emprise publicitaire...), et de favoriser
551 l'extension de la gratuité dans les services publics. Il appelle également à rompre avec le
552 productivisme agricole et la concentration des terres pour aller vers la souveraineté alimentaire et
553 développer une agriculture paysanne à circuits courts, vivrière et écologique, garante de la qualité et
554 de la sécurité alimentaires.

555

556 Pour toutes ces raisons, l'écologie est politique. Et l'écologie politique conduit à la fois au
557 socialisme et à la République, permettant de refonder la pensée progressiste au XXI^e siècle. Le
558 Front de Gauche a commencé à en intégrer les acquis, il faut continuer. La mouvance écologiste
559 dont le Parti de Gauche est une jeune composante doit donc elle aussi prendre le pouvoir ! Pour
560 l'avenir de l'humanité, il lui faut renforcer son poids et son influence. Cela implique qu'elle sache
561 se rassembler, se lier aux luttes sociales, chercher la convergence avec le mouvement ouvrier et
562 assumer la dimension nécessairement anticapitaliste de son combat. Une fenêtre aurait pu s'ouvrir
563 avec le vote majoritaire de l'organisation historique de l'écologie politique jusqu'à maintenant,
564 Europe Ecologie Les Verts, contre le TSCG. Il reste bien sûr des désaccords entre nous. Mais un
565 dialogue nouveau devient possible. Il faut y travailler ! Pour cela nous soumettrons à discussion
566 publique le texte issu des Assises de l'écosocialisme organisées par le PG le premier décembre 2012
567 avec de nombreuses personnalités. Le succès de cet évènement a conforté la démarche que nous
568 avons initiée. C'est aujourd'hui un processus permanent. Il a déjà abouti au Manifeste pour
569 l'écosocialisme et ses 18 thèses que nous faisons nôtres. Il a également permis de constituer un
570 Comité permanent des Assises, rassemblant des personnalités reconnues sur ce thème et d'organiser
571 des Assises décentralisées. Notre objectif est de rassembler largement ceux qui reconnaissent dans
572 l'écosocialisme le nouvel horizon du combat émancipateur. Nous voulons mettre l'intérêt général
573 écologique au cœur de notre bataille culturelle pour ouvrir une issue à l'impasse historique du
574 capitalisme. Cette démarche s'adresse à l'ensemble des mouvements de l'écologie politique et de la
575 décroissance. Un grand nombre de militants associatifs et syndicaux sont également disponibles si
576 nous leur offrons une perspective politique utile et efficace. C'est pour nous une tâche aussi
577 importante que celle qui consiste à rassembler l'autre gauche depuis la fondation du Front de
578 Gauche. Dans le même temps nous soumettrons à toutes les composantes du Front de Gauche notre
579 travail sur l'écosocialisme pour contribuer à toujours mieux prendre en compte l'urgence et la
580 centralité de la question écologique dans notre action.

581

582 A l'inverse de l'écosocialisme, la pensée sociale-démocrate est dépassée par les évolutions du
583 capitalisme contemporain. Elle continue à défendre l'idée que le progrès social passe par le
584 « partage des fruits de la croissance ». Sans même évoquer la difficulté à la mettre en œuvre dans
585 les périodes de récession, cette ligne obsolète entretient l'illusion destructrice d'une croissance
586 infinie dans un monde fini. C'est d'ailleurs pourquoi les espoirs mis par la direction d'Europe
587 Ecologie Les Verts dans la possibilité d'une « social-démocratie verte » ont été vite déçus par
588 l'expérience gouvernementale actuelle. EELV devra tourner la page de cette illusion pour contribuer
589 à ouvrir une alternative au productivisme ! Nous avancerons d'autant plus vite vers une majorité
590 alternative aux politiques d'accompagnement du système.

591 **III. Le Front de Gauche au cœur d'une majorité alternative**

592 Après quatre années d'existence, nous avons atteint les premiers objectifs que nous nous étions
593 fixés. Nous avons été fondés dans l'onde de choc de la présidentielle de 2007. L'émiettement et la
594 marginalisation de l'autre gauche avaient alors ouvert la voie à la victoire d'une « droite
595 décomplexée ». En 2012, nous avons mis un terme à cette dispersion avec un candidat commun
596 soutenu par 8 formations. Le sortant a été battu. Nous avons dépassé les 11% des voix. Depuis 30
597 ans, jamais un candidat de l'autre gauche n'avait atteint ce score. Plus de 4 millions d'électeurs se

598 sont portés sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon au terme d'une campagne populaire et
599 militante dans laquelle des milliers de citoyens se sont investis. C'est dès lors la première fois, au
600 sortir d'une séquence électorale, qu'aucune de ses composantes ne se dit « faut-il continuer le Front
601 de Gauche » mais que toutes se demandent « comment le continuer et dans quelle direction? ».

602

603 Nous sommes prêts à gouverner sans tarder en lieu et place des politiques austéritaires. Pour cela il
604 nous faut constituer une majorité alternative. Comment faire ? Nous agissons dans un calendrier qui
605 s'impose à nous. Il est essentiel d'en maîtriser les rythmes si nous voulons combiner efficacement le
606 combat sur les deux fronts où se joue la prise du pouvoir : la lutte sociale et politique en dehors des
607 urnes d'un côté, l'action électorale de l'autre.

608

2013, choc austéritaire

609 L'accélération des politiques d'austérité avec notamment les premiers effets du budget 2013 appelle
610 un développement des luttes de même que les politiques sécuritaires et liberticides. Par la solidarité
611 collective qu'elles instaurent, par l'expérience concrète de la subversion de l'ordre établi, par
612 l'implication de chacun dans l'action et dans le débat sur la marche à suivre qui l'accompagne, les
613 luttes sont des moments essentiels d'émancipation pour ceux qui y participent. Elles contribuent à la
614 prise de conscience d'intérêts partagés qui nous unissent à d'autres, ce que l'on appelle aussi la
615 conscience de classe. Elles démontrent aux yeux de ceux qui y participent qu'unis nous formons la
616 majorité. Alors que les dominants voudraient réduire les rapports humains à la concurrence de tous
617 contre tous, elles sont la preuve en actes qu'une action collective fondée sur l'intérêt commun est
618 possible. Leur développement est donc une première condition de la réussite de notre projet. Nous
619 soutiendrons notamment les luttes contre les licenciements, les destructions de postes dans le privé
620 et le précaire, notamment féminin, pour un audit citoyen de la dette, pour des services publics
621 réhabilités et étendus, pour les droits des chômeurs, pour la régularisation des travailleurs sans-
622 papiers, contre les grands projets inutiles et écologiquement destructeurs, pour le maintien d'une
623 agriculture paysanne.

624

625 L'alternative au système s'esquisse également quand sont mises en œuvre des radicalités concrètes
626 qui donnent à voir d'autres modes de production, de consommation et d'échange, d'autres rapports
627 humains fondés sur la coopération, d'autres pratiques institutionnelles faisant prévaloir pour de bon
628 l'intérêt général humain. Ces radicalités concrètes peuvent être initiées par des associations, des
629 coopératives, des entreprises de l'économie sociale et solidaire ou par des collectivités locales. Elles
630 constituent pour tous ceux qui s'y impliquent un apprentissage précieux qui prépare l'exercice du
631 pouvoir. Elles participent de l'éducation populaire indispensable au changement de société. Elles
632 permettent une première mise en œuvre des orientations écosocialistes, par exemple à travers la
633 gratuité des services publics ou la gestion publique de l'eau, bien commun de l'humanité. Elles
634 préservent des espaces démocratiques d'implication citoyenne au moment où le carcan austéritaire
635 aggrave la distance entre les institutions déjà vermoulues de la Cinquième République et le peuple.
636 Les élus du Parti de Gauche mettront en œuvre ces radicalités concrètes autant que possible avec
637 l'appui de leur réseau national « La Gauche par l'exemple ». Les militants du PG s'impliqueront
638 dans les réseaux de l'économie sociale et solidaire (associations citoyennes, coopératives et
639 mutuelles) pour y mettre en œuvre une démarche de rupture avec le système capitaliste et de ses
640 valeurs.

641

642 L'année 2013 sera aussi l'occasion d'agir au plan international pour la convergence des
643 mouvements sociaux et politiques contre l'austérité, par exemple avec l'Altersummit qui se tiendra
644 en Grèce en juin et le Forum social mondial de Tunis en mars. L'internationalisme que nous mettons
645 en pratique constitue aussi une préparation à l'exercice du pouvoir. Pour nous c'est une même
646 humanité qui lutte partout dans le monde, par-delà des conditions nationales différentes qu'il faut

647 analyser avec soin non pour le goût de les opposer mais au contraire pour déceler les tendances
648 communes. Nous avons toujours combattu la manière xénophobe dont l'idéologie dominante a
649 cherché à traiter comme une manifestation folklorique la lutte des peuples d'Amérique Latine, du
650 Maghreb/Machrek et d'Europe du Sud. Ce travail serait impossible sans une participation active et
651 concrète aux processus politiques à l'œuvre dans ces pays. Notre nouvel internationalisme ne
652 reconnaît aucun modèle mais considère que chaque portion de l'humanité est capable d'apporter sa
653 contribution à l'émancipation de tous par le combat pour la répartition des richesses, la participation
654 égalitaire des citoyens aux processus politiques et la préservation de l'écosystème. C'est pourquoi il
655 fonde sa conception des relations entre les peuples sur le respect absolu du droit international pour
656 résoudre les conflits. C'est aussi un moyen de nouer des alliances utiles aux politiques alternatives
657 que nous appliquerons une fois au pouvoir. Nous proposons d'approfondir nos rapports en
658 constituant, avec des forces et personnalités de l'autre gauche dans le monde, un Forum mondial
659 pour la révolution citoyenne. Celui-ci pourrait se doter d'une feuille de route stratégique commune
660 autour de grandes questions transversales comme la défense des biens communs de l'humanité, la
661 construction de relations de coopération, l'élargissement du droit international permettant l'égalité
662 des citoyens, les droits des travailleurs et le respect de l'écosystème, ou encore la construction de la
663 paix.

664
665 Le PG renforcera son action dans tous les cadres où il opère. Au niveau européen, il s'agit
666 notamment du Parti de la Gauche européenne. Mais nous approfondirons également nos liens avec
667 d'autres forces, en Europe et ailleurs, qui se reconnaissent dans nos valeurs et combats. Nous avons
668 déjà développé des relations dans la région Maghreb/Machrek ou au Royaume-Uni, en Pologne, en
669 Hongrie, en Belgique, etc. avec des forces syndicales et politiques – dans ces cas non membres du
670 PGE. Cette orientation sera poursuivie et amplifiée vers toutes les régions (Afrique, Asie, Amérique
671 Latine, Océanie, Amérique du Nord).

672 ***2014, année électorale : des luttes aux urnes***

673 Ces chantiers continueront de nous occuper en 2014. Cette année sera en outre le moment de deux
674 rendez-vous électoraux très différents : les élections municipales en mars en France puis les
675 européennes en juin dans tous les pays de l'Union Européenne.

676
677 Ces deux élections surviendront dans un contexte très particulier. 2014 est une nouvelle marche
678 dans la réduction des dépenses publiques prévue par la loi de programmation budgétaire. Le
679 gouvernement prévoit que l'austérité aura commencé à s'appliquer aux collectivités locales. La
680 TVA augmentera le 1^{er} janvier 2014. L'année 2014 verra donc les deux lignes d'accompagnement
681 ou de rupture avec les politiques austéritaires traverser profondément la société. Ce sera au peuple
682 de trancher. Il le fera lors de deux élections, certes différentes mais rapprochées. Seuls deux petits
683 mois les sépareront. C'est pourquoi l'efficacité commande une attitude cohérente d'autonomie
684 conquérante lors de ces deux scrutins.

685
686 Ce débat sera donc présent dans les municipales. Pour la première fois, les conseils
687 intercommunaux seront désignés en même temps par fléchage. Notre objectif sera de faire de cette
688 élection et des prochaines municipalités et intercommunalités des points d'appui pour résister à
689 l'austérité et impulser des radicalités concrètes. C'est pourquoi nous combinons la stratégie
690 d'autonomie de l'autre gauche et celle du rassemblement des forces opposées à l'austérité.
691 L'autonomie et le rassemblement ont pour dénominateur commun un programme municipal et une
692 composition qui ne démentent aucun des engagements fondamentaux du parti pour l'écocialisme
693 et son refus radical de la politique d'austérité qu'elle soit de droite ou sociale-libérale.

694
695 Nos listes autonomes seront autant d'espaces politiques de résistance et de rassemblement face aux

696 politiques austéritaires. Elles contribueront à ancrer la dynamique du Front de Gauche dans la
697 population. Elles impulseront des radicalités concrètes en faveur de politiques communales et
698 intercommunales pour le développement de services publics cogérés avec les usagers, le strict
699 respect de la laïcité, des politiques écologiques ambitieuses, pour relocaliser l'économie, soutenir
700 l'économie sociale et solidaire ainsi que l'agriculture paysanne, refuser l'étalement urbain, la
701 métropolisation, et combattre l'acte III de la décentralisation anti-démocratique et anti-républicain.
702 Cette déclinaison dans un programme municipal de mesures concrètes sera un acte d'éducation
703 populaire montrant qu'une autre logique est possible pour peu que des citoyens motivés se
704 rassemblent pour la porter. Les principes et propositions portés par nos listes contribueront à rendre
705 concret le changement de société dont est porteur notre projet écosocialiste. C'est pourquoi une
706 convention nationale du PG sera organisée en juin prochain pour déterminer les principales
707 propositions de nos listes. Notre association d'élus *La Gauche par l'Exemple* y apportera sa
708 contribution. Dans nos communes, nous nous heurtons sans cesse à des problèmes dont la solution
709 est nationale ou européenne. C'est pourquoi nous ne concevons pas les municipales comme une
710 addition d'élections locales. En défendant partout des éléments programmatiques communs, nous
711 renforcerons la crédibilité de l'alternative et l'unification locale de nos forces aura une portée
712 nationale.

713
714 Les obstacles que nous affrontons pour constituer ces listes autonomes sont divers : effectifs
715 militants du PG ou du Front de Gauche trop faibles pour conduire des listes autonomes, préférence
716 dans certaines localités des instances du PCF pour des listes communes avec le PS dès le premier
717 tour, absence d'autres partenaires disponibles pour participer localement à des listes communes.
718 Nous travaillerons à dépasser une à une ces difficultés, par la construction du PG, le renforcement
719 d'un Front de Gauche autonome, le dialogue avec toutes les forces et citoyens de gauche
720 disponibles pour porter au niveau local des mesures de rupture avec l'austérité mise en œuvre par la
721 politique gouvernementale.

722
723 Il restera des communes, notamment parmi les plus petites, où nous ne parviendrons pas à présenter
724 des listes autonomes de rassemblement contre l'austérité. Dans ce cas non plus nous ne laisserons
725 pas la droite conquérir des positions électorales. Ce qui implique aussi que nous refuserions de
726 participer à des listes avec la droite, y compris le Modem, comme l'a fait le PS dans de nombreuses
727 communes!

728
729 Rien dans les élections municipales ne doit hypothéquer la lisibilité et l'efficacité de notre
730 campagne européenne : les municipales ne doivent donner lieu à aucune dilution de notre message
731 ni à un éparpillement de nos forces militantes. Tout dans les élections municipales doit préparer et
732 renforcer la campagne européenne. En conséquence, si nous ne parvenons pas à constituer de listes
733 autonomes, nous ne participerons pas à des listes qui soutiennent le gouvernement.

734
735 Nous souhaitons qu'une discussion collective s'engage au sein du Front de Gauche sur la stratégie
736 municipale. Des décisions unilatérales de listes avec le PS ont été annoncées. Celles-ci menacent
737 notre cadre commun précieux, le Front de Gauche. Elles ne sauraient quoi qu'il en soit forcer notre
738 décision. Pour les élections sénatoriales de septembre 2014, des discussions loyales au sein du Front
739 de Gauche devront aboutir à l'élection de sénateurs et sénatrices du Parti de Gauche.

740
741 Si la signification politique des municipales risque d'être brouillée par l'extrême éclatement de ce
742 scrutin, ce n'est pas le cas des européennes. Là est le rendez-vous électoral essentiel de 2014. Cette
743 élection est la seule qui se tienne au même moment dans toute l'Europe. Or la mise en œuvre
744 simultanée de l'austérité dans toute l'Union facilite l'europanisation des résistances au
745 néolibéralisme. Alors que partout les peuples européens ont été dessaisis du droit de se prononcer
746 sur le TSCG, ce scrutin peut se transformer en un référendum européen contre les politiques
747 austéritaires. Tel sera notre objectif. Nous agissons, notamment en lien avec le PGE, pour un

748 programme et une campagne en commun dans toute l'Europe. De plus cette élection permet
749 d'aborder directement le fond du problème du pays, le carcan austéritaire qui surdétermine de fait
750 les politiques locales discutées lors des municipales. Elle nous opposera brutalement à la vision
751 nationaliste et xénophobe du FN. Elle est nationale car le découpage en huit grandes
752 circonscriptions ne correspond à aucune réalité locale ni justification démocratique. Enfin c'est une
753 élection à la proportionnelle ce qui limite la déformation des votes induite par le système
754 majoritaire, avec son corollaire du « vote utile », en permettant à chacun d'exprimer ses convictions
755 profondes.

756
757 Avec le Front de Gauche, nous avons déjà réuni les forces qui, opposées au TCE puis au Traité de
758 Lisbonne, défendent notamment la désobéissance européenne, le contrôle démocratique de la BCE,
759 la rupture avec la politique de l'euro fort et une harmonisation fiscale et sociale par le haut. Nos
760 propositions en matière européenne inscrites dans *l'Humain d'abord* sont plus que jamais
761 d'actualité face au cours austéritaire de la construction européenne. C'est pourquoi le projet
762 écosocialiste contre l'austérité peut devenir majoritaire à gauche lors de l'élection européenne.

763
764 Si EELV et l'aile gauche du PS confirment, depuis le refus du TSCG, qu'ils combattent l'Europe
765 austéritaire, alors d'autres convergences seront possibles.

766
767 Si les listes initiées par le Front de Gauche et rassemblant le plus largement ceux qui sont porteurs
768 de cette orientation passent devant celles qui soutiennent la politique austéritaire du gouvernement,
769 cela constituerait un événement politique considérable.

770 ***Un Front de Gauche déclencheur***

771 Davantage que l'alliance électorale qu'il a été jusqu'à la présidentielle, nous voulons faire du Front
772 de Gauche l'outil de la révolution citoyenne, c'est-à-dire un instrument permettant effectivement au
773 peuple de prendre le pouvoir. Notre objectif est de constituer une majorité alternative, aussi bien
774 socialement par le rassemblement dans l'action des victimes de l'austérité que politiquement par la
775 construction d'une nouvelle majorité électorale. Notre travail s'organisera donc dans deux
776 directions.

777
778 D'abord nous voulons faire du Front de Gauche un Front du peuple. Cela signifie qu'il doit devenir
779 un vecteur d'unité concrète au service de la souveraineté populaire. Nous voulons mobiliser une
780 nouvelle majorité sociale, les « 99% » contre la finance. Nous souhaitons donc ouvrir le Front de
781 Gauche à l'implication concrète des citoyens. Nous estimons qu'il est possible de rassembler dans
782 l'action mouvement social et forces politiques à l'image de ce qu'a été le Front Populaire.

783
784 Le Front de Gauche repose sur des forces politiques organisées (PCF, PG, GU, C&A, R&S, PCOF,
785 FASE, GA et Alternatifs) dont l'apport est et restera indispensable. En même temps nous savons
786 que le pouvoir du peuple ne passera pas simplement par la prise du pouvoir d'une coalition de
787 partis. Le Front de Gauche vise donc l'implication personnelle, active et concrète des citoyens au
788 changement. La mise en place d'adhésions directes doit également être un pas dans ce sens. Nous
789 favoriserons dans toute la France, en métropole comme dans les outre-mers, auprès des Français de
790 l'étranger, la mise en place d'assemblées citoyennes locales et nous soutiendrons les initiatives
791 visant à organiser une représentation au niveau national qui pourrait prendre la forme d'une
792 convention nationale du Front de Gauche. A l'étranger cela permettra d'affirmer une ambition
793 électorale, en particulier pour les élections consulaires de 2014. Notre objectif est notamment de
794 nous adresser aux quatre millions de citoyens qui ont voté Jean-Luc Mélenchon à l'élection
795 présidentielle. Il convient de les mobiliser et les organiser en concentrant nos efforts sur ce qui parle
796 au grand nombre.

797

798 Un Front du Peuple est aussi un Front de forces sociales rassemblées. Le développement des fronts
799 thématiques permet d'avancer dans cette direction en facilitant la prise en charge de la
800 transformation de la société secteur par secteur par ceux qui s'y impliquent. Nous proposons la
801 tenue d'une convention nationale de ces Fronts thématiques. Leurs propositions doivent davantage
802 irriguer le Front de Gauche et ses instances.

803

804 Le Front de Gauche doit également prendre des initiatives permettant de construire des alliances
805 larges regroupant forces syndicales, associatives et politiques autour de batailles communes en
806 faveur des intérêts du grand nombre. Construction unitaire et ouverte, il peut être le moyen d'une
807 plus grande unité dans l'action. La réussite de la manifestation du 30 septembre 2012 contre le
808 TSCG, proposée par le Front de Gauche puis pilotée par un collectif faisant une large place aux
809 organisations du mouvement social, doit nous inciter à continuer dans ce sens. Dans tous les cas, il
810 doit être un outil utile pour les syndicalistes et les militants associatifs qui sont des acteurs
811 incontournables de l'implication populaire pour le changement. Nous devons ouvrir la voie d'une
812 alternative politique à l'austérité pour donner des perspectives au mouvement social et améliorer le
813 rapport de force en faveur des travailleurs.

814

815 Ces objectifs peuvent être atteints si le Front de Gauche se tourne résolument vers l'action. Cela a
816 une implication très concrète. Nous ne devons pas nous contenter de soutenir ou d'appuyer les
817 mobilisations de la société. Nous devons être capables de les déclencher. Chaque fois que c'est
818 possible, faisons-le avec d'autres. Mais ne renonçons jamais à agir par nous-mêmes lorsque c'est
819 nécessaire, en prenant des initiatives autonomes s'il le faut. Soyons ouverts à toutes les
820 configurations, sauf à celles qui nous conduiraient à ne rien faire. Attention ce danger n'est pas
821 théorique. L'équilibre est toujours délicat entre la recherche du consensus au sein d'un Front de
822 Gauche élargi et notre capacité à agir.

823

824 L'émergence du peuple sur la scène politique passe aussi par l'irruption dans la vie politique du
825 pays des citoyens qui en sont exclus. C'est pourquoi le Front de Gauche doit donner à voir les
826 invisibles dans notre société : ouvriers, employés, salariés déclassés, chômeurs, surendettés.... De
827 même la lutte politique en direction des abstentionnistes constitue une tâche essentielle. Les
828 habitants des quartiers populaires sont les premières victimes de l'abstention. Ils sont poussés à la
829 non-existence civique sans qu'aucun parti dominant ne s'en émeuve, préférant les culpabiliser. Dans
830 tous les secteurs de la société, les militants du Front de Gauche combattent la résignation. Ces
831 objectifs impliquent une rupture avec les figures dominantes de la représentation politique. Pour
832 combattre les logiques de délégation à l'œuvre dans la démocratie représentative, nous proposons
833 des institutions permettant la souveraineté du peuple et la participation des citoyens à travers la
834 pratique des referendums révocatoires ou d'initiative populaire. C'est-à-dire une démocratie
835 « protagonique », pour reprendre le mot des latino-américains. Nous voulons également mettre en
836 œuvre cet objectif à travers nos pratiques politiques concrètes. C'est l'objectif des ateliers législatifs
837 qui organisent la participation concrète des citoyens à l'écriture de propositions de lois, par exemple
838 en utilisant des cahiers de doléances.

839

840 A tous les niveaux du Front de Gauche, fronts thématiques, Front des luttes, assemblées citoyennes,
841 coordination nationale ou Conseil national, nous encourageons une culture de l'action concrète.
842 C'est l'action qui modifie les rapports de force, ce qui permet souvent de régler bien des débats, et
843 fait du Front de Gauche une force de transformation effective du réel. C'est par l'action que nous
844 gagnerons concrètement la confiance de tous ceux qui ne se reconnaissent plus dans le jeu politique
845 traditionnel. C'est l'action qui rend nécessaire et possible le rassemblement des énergies
846 disponibles. C'est l'action qui permet à chacun, adhérent ou non d'un des partis qui en sont
847 membres, de trouver sa place dans le Front de Gauche.

Un Parti de Gauche défricheur

849 Le Parti de Gauche sort considérablement renforcé de la dernière période. Il a surmonté le choc des
850 campagnes présidentielle et législatives de 2012. Il a enregistré une hausse importante des
851 adhésions : plus de 50% depuis le dernier Congrès. Ses dirigeants ont conquis un grand crédit dans
852 de nombreux secteurs, nationalement comme localement.

853

854 Ce succès porte d'abord une leçon. Dans cette période des cœurs à prendre, où de nombreux
855 citoyens sont disponibles pour l'engagement politique, c'est par l'intensification de notre activité
856 que nous nous sommes à la fois développés et homogénéisés. Parti d'action et parti creuset, ces
857 deux dimensions du Parti de Gauche sont dans les faits inséparables.

858

859 Il est aussi porteur d'une exigence. Nous ne pouvons faire vivre un parti de 12 000 membres comme
860 nous le faisons auparavant. Le Parti de Gauche doit entreprendre une mutation organisationnelle. Il
861 doit le faire sans schéma déjà écrit car les formations politiques proches de nos idées dans l'histoire
862 n'agissaient pas dans le même contexte pratique. Au XXI^e siècle, l'action de terrain reste
863 fondamentale. La gauche peut aussi prendre appui sur le développement de l'internet et des réseaux
864 sociaux, moyens de traduire concrètement l'idée du parti réseau qui restait jusqu'à présent une
865 utopie. Il faut aussi penser les conséquences de la discordance des temps entre le temps long de
866 l'élaboration collective et le temps court de l'expression médiatique car nous ne pouvons nous
867 passer ni de l'une ni de l'autre.

868

869 Notre organisation interne vise à créer un cadre d'action et de discussion en rupture avec l'esprit de
870 compétition, les attitudes consuméristes, la domination bavarde des « spécialistes » autoproclamés
871 de la politique et des soi-disant "experts" pour être un exemple de fonctionnement démocratique.

872

873 Pour être en mesure de susciter et de renforcer les résistances à l'austérité, notre parti doit couvrir
874 davantage de terrain. Cela implique d'élargir notre base sociale, en termes géographique,
875 professionnel et de genre. Nous devons donc proscrire les formes d'organisation et les rites
876 militants qui perpétuent l'exclusion politique des classes populaires et d'une grande majorité des
877 femmes. Nous voulons devenir le parti du peuple. Et en particulier le parti des 4 millions d'électeurs
878 de Jean-Luc Mélenchon le 22 avril 2012. Pour cela, les premiers slogans de notre parti ont une
879 actualité renforcée : pour nous adresser au grand nombre, « ça suffit comme ça ! » et « qu'ils s'en
880 aillent tous ! » restent nos mots d'ordre principaux. Dans cet esprit, nous lancerons successivement
881 des campagnes structurantes, durables, visibles, autour de slogans et de matériels facilement
882 compréhensibles par tous. Nous lancerons des campagnes spécifiques dans les milieux où nous
883 voulons nous renforcer, comme les entreprises, les universités et lieux de formation, les quartiers
884 populaires. La féminisation du parti doit être un axe stratégique de son développement partout en
885 France. Nous encourageons également les comités du Parti de Gauche à initier des actions de
886 solidarité concrète contribuant à unir les victimes de l'austérité. Enfin, nous proposons d'adopter
887 une stratégie pour favoriser l'implantation de notre parti sur le territoire (quels territoires
888 prioritaires, mise en place de jumelages entre gros comités et petits, organisation d'une caravane du
889 PG dans les départements à renforcer. Dans un autre domaine, lien renforcé avec les comités des
890 français de l'étranger..). Ce rôle de développement du parti pourrait être confié à un secrétaire
891 national et à une commission fonctionnelle, chargés de réfléchir à ses modalités.

892

893 Pour nous préparer aux échéances électorales de 2014, il faut développer divers niveaux
894 géographiques de notre organisation. Une attention particulière doit être accordée aux comités et
895 militants isolés pour les impliquer dans l'activité du parti. Nos statuts prévoient que les comités du
896 PG s'organisent autant que possible sur la base des circonscriptions législatives. Cela correspond à
897 notre objectif de prise du pouvoir par les urnes. Mais l'organisation par comités doit être complétée
898 par la mise en place de cercles permettant d'asseoir notre intervention au niveau d'une commune,

899 d'un lieu de travail ou d'un lieu d'études. De même, nous devons relancer les coordinations mises en
900 place au niveau des grandes circonscriptions lors des dernières européennes. Les coordinations
901 régionales pourraient quant à elles se voir confier le rôle d'organiser la formation des adhérents.

902

903 La formation est en effet un chantier majeur pour le Parti de Gauche. Elle se trouve au carrefour de
904 presque tous nos objectifs organisationnels. Sans formation, impossible d'élargir notre sociologie,
905 de permettre à chacun de nos 12000 membres de s'impliquer dans la discussion collective et dans
906 l'action consciente qui en découle, de faire notre travail d'éducation populaire de masse. Il faut
907 qu'elle soit impulsée par une commission nationale. Mais elle doit aussi devenir l'affaire de toutes
908 les structures du PG, et ce sera l'une des missions premières des cercles que nous voulons
909 développer. Cette formation des militants doit être théorique mais aussi pratique. Nous devons viser
910 à l'ouvrir au plus grand nombre de nos militants, en particulier en ce qui concerne notre remue-
911 ménages. Pour cela, nous renforcerons les précautions déjà prises : annonce longtemps à l'avance,
912 solution de garde d'enfants, solidarité tarifaire renforcée...

913

914 La bataille idéologique pour l'hégémonie culturelle ne se limite cependant pas à la formation des
915 militants. Celle-ci doit s'articuler avec des initiatives du parti ouvertes à tous les citoyens. A cette
916 fin, nous initierons la création d'Universités et d'Ecoles Populaires et contribuerons activement au
917 développement de celles déjà existantes. Cet engagement est déterminant pour développer la
918 conscience de classe et l'esprit révolutionnaire. Il est à notre portée tant sont grandes les ressources
919 intellectuelles de notre parti. Il ne tient qu'à nous d'utiliser cette richesse émancipatrice.

920

921 Notre parti doit aussi mieux développer et relier ses commissions thématiques, pour leur donner une
922 dimension nationale effective et en faire des lieux de large implication militante contribuant au
923 rayonnement de nos idées dans tous les secteurs de la société. Les conventions que nous tiendrons
924 sur le programme permettront d'expérimenter des synthèses politiques provisoires actant nos
925 accords, mais aussi nos désaccords, et permettant dès lors la mise en partage des arguments
926 échangés.

927

928 Nous devons faire le bilan de nos outils d'information et de communication interne et chercher à les
929 développer. De plus, toutes les instances du parti doivent fonctionner selon des règles qui favorisent
930 la préparation, l'échange et le compte-rendu et la validation des décisions. De manière générale, il
931 nous faut développer les échanges de bonne pratique qui permettent de généraliser les nombreuses
932 initiatives prises par des militants du Parti de Gauche.

933

934 Ces chantiers sont largement à notre portée. L'acquis accumulé en moins de cinq ans est
935 considérable. De nombreuses propositions concrètes issues du travail mené autour du texte « Le
936 Parti de Gauche que nous voulons » ont été mises en œuvre : intranet militant, fiches pratiques,
937 nouvelle organisation des CN... Le Parti de Gauche a aussi fait la démonstration de sa capacité à
938 inventer de nouvelles méthodes d'éducation populaire : criées, ateliers de lecture, topos citoyens...
939 A nous maintenant de partager et développer à tous les niveaux ces formes d'organisation et de
940 lutte.

941 **Conclusion**

942 Le monde du nouveau siècle n'est pas condamné à rouler vers l'abîme. Une bifurcation est possible.
943 La révolution citoyenne et écosocialiste est indispensable. Notre engagement a déjà commencé à
944 bousculer le cours des choses dans notre pays. Si le peuple le décide, il renversera l'oligarchie. Les
945 Français et les Françaises ont une place singulière quand ils portent haut leur histoire et sont unis
946 par la cause universelle qu'ils gravent au fronton de leurs mairies : « Liberté - Égalité -

947 Fraternité ! ». Notre ambition paraît osée ? La phrase de Saint-Just à propos de la Grande
948 Révolution de 1789 reste vraie : « Osons ! Ce mot renferme toute la politique de notre révolution. »
949
950

951 **Table des matières**

952	Introduction.....	1
953	I. Vite, une issue gouvernementale face à l’impasse du système.....	2
954	Briser la vis sans fin de l’austérité.....	3
955	Renverser l’oligarchie.....	4
956	Sortir de l’Europe austéritaire.....	5
957	Gagner la course de vitesse.....	6
958	Construire un nouvel internationalisme.....	7
959	Affirmer notre ambition gouvernementale.....	9
960	II. Une révolution citoyenne pour l’écocialisme.....	9
961	Libérer les consciences.....	10
962	Prendre le pouvoir dans l’entreprise.....	11
963	Unifier le peuple.....	13
964	Agir pour une Constituante et la VIème République.....	14
965	Gouverner pour la révolution citoyenne.....	15
966	Instaurer un protectionnisme solidaire.....	15
967	L’écocialisme c’est l’intérêt général.....	16
968	III. Le Front de Gauche au cœur d’une majorité alternative.....	17
969	2013, choc austéritaire.....	18
970	2014, année électorale : des luttes aux urnes.....	19
971	Un Front de Gauche déclencheur.....	21
972	Un Parti de Gauche défricheur.....	23
973	Conclusion.....	24
974	Table des matières.....	25
975		